

COMMISSION PERMANENTE DE
CONTROLE LINGUISTIQUE

Commission siégeant sections réunies
Séance du 20 novembre 1997.

Présents :

madame A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS,
président.

Section française :

monsieur BERTOUILLE, vice-président
messieurs LURQUIN et MOORAT, membres effectifs
monsieur CARETTE, membre suppléant.

Section néerlandaise :

monsieur VAN EECKAUTE, vice-président
messieurs MEEUS, VAN BUYTEN et VANDENBOSSCHE,
membres effectifs.

Secrétaires :

monsieur BUSINE, conseiller général
monsieur VAN SANTEN, conseiller général - adjoint
bilingue.

29.303/I/PF
RC/SH

Le ministre des Affaires sociales a demandé l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.) au sujet d'un projet d'arrêté royal fixant les cadres linguistiques de la Caisse auxiliaire d'Assurance maladie-invalidité (C.A.A.M.-I.).

Sur la base des articles 60, §1, et 61, §§2 et 5, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 (L.L.C.), la C.P.C.L., siégeant sections réunies, a examiné ce projet en sa séance du 20 novembre 1997 et a émis l'avis suivant.

*
* *

Le ministre propose de fixer comme suit les cadres linguistiques.

I/Cadre fixe

Degrés de la hiérarchie	Cadre français	Cadre néerlandais
1	1	1
2	2	2
3	4	4
4	3	3
5	13	11
6	8	6
7	2	2

II/Cadre des emplois en extinction

Degré de la hiérarchie	Cadre français	Cadre néerlandais
6	4	4

Les organisations syndicales ont été consultées.

*

*

*

Analyse du projet

a) Emplois d'un grade égal ou supérieur à celui de directeur

La C.P.C.L. émet un avis favorable à la répartition proposée, celle-ci étant conforme à l'article 43, §3, alinéas 1 et 2, des L.L.C.

b) Emplois d'un grade inférieur à celui de directeur

Le ministre propose de maintenir les proportions 53,5% F - 46,5% N des cadres linguistiques actuels aux degrés 3 à 7.

Il résulte de renseignements communiqués par monsieur R. RIMBEAU, administrateur général de la C.A.A.M.I., qu'aucun changement n'est intervenu dans le volume des affaires traitées en français et en néerlandais depuis l'examen par la C.P.C.L. des cadres linguistiques fixés par l'arrêté royal du 1^{er} septembre 1995.

Le ministre avait communiqué, à l'époque, des données chiffrées relatives au volume de travail de la C.A.A.M.I. De toutes ces données avait pu être déduite l'importance relative que représente chaque service à l'égard de toute la Caisse. Le nombre d'assujettis pour 1993 était de 52,5% F, 38,1% N et 9,4% pour la région de langue allemande.

Pour une partie des missions de la C.A.A.M.I. qui relève de la conception, de l'étude et de la direction ou gestion générale, une proportion 50/50 avait été retenue conformément au principe de l'égalité des langues nationales, en l'occurrence le français et le néerlandais, soit pour 15 emplois. Pour les 41 emplois restants, on appliquait le pourcentage du volume de travail communiqué par service.

Compte tenu de l'importance que représentait chaque service de la C.A.A.M.I., le volume global de travail se chiffrait dès lors à 53,5% F - 46,5% N.

La C.P.C.L. constate que deux emplois en extinction au cadre organique, respectivement les emplois de traducteur-réviseur ou traducteur-directeur et d'agent administratif, n'ont pas été repris dans le projet de cadres linguistiques. Or, conformément à l'article 43 des L.L.C., tous les emplois du cadre organique doivent être répartis en chiffres absolus entre les 2 cadres linguistiques.

La C.P.C.L. estime dès lors que ces 2 emplois doivent être répartis linguistiquement.

En conclusion, la C.P.C.L. marque son accord à la proposition du ministre pour autant qu'il soit tenu compte de sa remarque relative aux emplois en extinction. Elle est d'avis que cette répartition permet à la C.A.A.M.I. de traiter les affaires qui lui sont soumises dans le respect des articles 39 à 42 des L.L.C.

*

*

*

Le présent avis est notifié au Ministre des Affaires sociales qui, conformément à l'article 61, §3, 2^{ème} alinéa des L.L.C., est invité à communiquer à la C.P.C.L. la suite qu'il lui réservera.

Fait à Bruxelles, le 20 novembre 1997.

Les Secrétaires,

Le Président,

J.M. BUSINE

Th. VAN SANTEN

A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS